

## « *L'art de ne pas être trop gouverné* »

Jean-Claude Monod

Editions du Seuil – Collection L'ordre philosophique

2019 – 322 pages.

Jean-Claude Monod

L'ART DE NE  
PAS ÊTRE TROP  
GOUVERNÉ

### Comment ai-je découvert ce livre ?

Une émission de radio sur France culture.

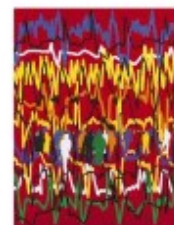
Un livre lu avant le Covid 19 et son confinement... une fiche de lecture réalisée après.

### Quelques mots sur l'auteur...

Jean-Claude Monod, né en novembre 1970, est un philosophe (spécialiste de philosophie allemande contemporaine et de philosophie politique) et cinéaste français.

Il est directeur de recherche au CNRS (chercheur aux Archives Husserl) et enseigne à l'École normale supérieure de Paris.

Il a notamment publié « Penser l'ennemi, affronter l'exception. Réflexions critiques sur l'actualité de Carl Schmitt » (La Découverte, 2006 ; Poche, 2016), « Sécularisation et laïcité » (PUF, 2007) et « Qu'est-ce qu'un chef en démocratie » (Le Seuil, 2012 ; Points, 2017).



L'ORDRE PHILOSOPHIQUE  
SEUIL

### Quelques mots sur l'ouvrage...

Quatre grandes parties structurent le livre :

- Les crises de gouvernementalité, avec et après Foucault.
  - Qu'est-ce qu'une crise de gouvernementalité ?
  - Un précédent historique : la Réforme protestante comme crise du pastorat chrétien.
  - Gouvernamentalisation de l'État et construction du néolibéralisme.
- Ressources et tensions modernes dans l'art de ne pas être trop gouverné.
  - Déconstructions de la souveraineté, peine de mort et réformes pénales.
  - Les deux faces de la révolution.
  - Les légitimités démocratiques en tension.
  - Déploiement et manipulation de l'espace public : entre panoptique numérique et contre-enquêtes.
- Néolibéralismes autoritaires, dépossession démocratique et réappropriations spatiales.
  - Du passé au présent : mouvements alterdémocratiques, indignations et rassemblements.
  - Variantes et rémanences d'un néolibéralisme autoritaire.
- Inégalités et catastrophe écologique : vers une autre économie politique.
  - Allocation universelle, inégalités et gouvernement de soi.
  - La catastrophe écologique, le désenchâssement économique et les limites du « moins gouverner ».
  - Externalités et usufuit du monde.

### Une tentative pour résumer l'ouvrage...

A partir des travaux de Foucault sur la gouvernementalité, ce livre aborde de manière complémentaire plusieurs facettes de cette thématique, en partant du point de vue de l'auteur qui tente, « en creux », de réhabiliter le libéralisme politique (assez éloigné de la révolution ou de l'anarchisme), d'une part, et de relativiser la proposition foucauldienne d'une composante biopolitique forte qui serait apparue avec le libéralisme politique (au cours du 19ème siècle), d'autre part.

Il y a tout d'abord des éléments d'analyses sur la politique. Défini-e comme l'espace de délibération sur des problèmes communs, la politique a donc de fait pour objet de délimiter son propre champ d'intervention. Tout ne peut donc pas être politique.

Il en irait de même de l'acte de gouverner (pratique dont le périmètre est instable, la localisation incertaine) qui ne se limite pas à l'État et au gouvernement : il est également à l'oeuvre dans la famille, l'entreprise, les Eglises (le cas de la Réforme protestante est très présente dans ce livre).

Des notions comme la proximité ou l'intérêt général sont battues en brèche par l'auteur qui estime que la première est bien souvent surjouée (et rarement la réelle prise en compte des « singularités ») et la seconde légitime fréquemment le fait de confier l'acte de gouverner à des experts, à une élite politico-administrative (et entrepreneuriale ou managériale serait-on tenté d'ajouter) censée mieux considérer le commun, le général. Critiquant la montée en puissance d'instances de pouvoir non politiques, l'auteur se réfère également à Max Weber et à sa critique de l'administration devenue technocratie imperméable aux formes de l'expression populaire.

Jean-Claude Monod rappelle également l'analyse proposée par Arendt qui fait de la politique un espace où se crée un rapport entre les humains. Il s'agirait donc de se frayer un chemin entre la politisation totale d'Agamben (qui voit la politique s'insinuer jusque dans la sphère privée) et la dépolitisation si souvent décriée par les gouvernants (et dont on pourrait de plus en plus discuter la sincérité, tant le peuple apparaît comme un facteur perturbant l'agenda néolibéral).

Il y a bien pour l'auteur, un enjeu à tenter de restaurer la bonne échelle du politique, à reconquérir de la distance relationnelle optimale.

Et il cite Foucault pour qui « la politique n'est rien de plus rien de moins que ce qui naît avec la résistance à la gouvernementalité, le premier soulèvement, le premier affrontement ».

Jean-Claude Monod s'appuie en effet beaucoup sur les travaux de Foucault, essentiellement la notion de gouvernementalité et les différentes crises de gouvernementalité, pour tenter d'éclairer le présent. La gouvernementalité, c'est l'ensemble des relations de pouvoir (des techniques, des procédures, des dispositifs) qui s'exercent sur des femmes et des hommes libres (ces relations sont donc réversibles) dans le but de conduire leurs conduites. Une crise de gouvernementalité met donc en crise cet ensemble de relations et vient dire à chaque fois : nous ne voulons plus gouverner, et, plus fréquemment, nous ne voulons plus être gouverné de cette façon. Empruntant à la période de la Réforme protestante, aux différentes révoltes fiscales (jusqu'à la plus récente, celle des « Gilets jaunes »), aux mouvements d'occupation des places un peu partout dans le monde ces dernières années et même aux émeutes des banlieues en 2005 en France, l'auteur tente de repérer les éléments caractérisant les crises de gouvernementalité. Pour mieux tenter de déceler les ingrédients de celle que nous traverserions aujourd'hui : la crise de gouvernementalité de l'État néolibéral. En effet, dans un contexte où l'économie a pris une place considérable, l'auteur s'interroge sur la gouvernementalité de nos sociétés, entre le trop peu et l'excès.

Et puisque l'État, en contexte néolibéral, s'est bien mis au service des revenus industriels et des intérêts financiers, il analyse les multiples facettes de cet État composite, dont la caractéristique principale en terme de gouvernementalité consistera à multiplier -directement ou indirectement, en déléguant à d'autres- les incitations permettant d'agir sur l'environnement économique d'individus de plus en plus atomisés.

Face à cette gouvernementalité néolibérale de plus en plus autoritaire, Jean-Claude Monod tente alors d'identifier des révoltes de conduites et des mouvements en faveur d'autres modes de vie. C'est notamment en analysant plus spécifiquement les mouvements récents d'occupation des places qu'il rappelle le lien originel entre démocratie et espace, comme une sorte de réactivation de l'agora citoyenne. L'auteur rappelle que, pour être durable et atteindre des résultats, une crise de gouvernementalité doit s'appuyer sur des collectifs, des associations, des mouvements.

Enfin, la quatrième et dernière partie du livre est une tentative pour l'auteur de mettre en perspective son analyse sur les équilibres dans le gouvernement des humains avec les enjeux actuels d'accroissement des inégalités et de catastrophe écologique. Il affirme le revenu universel comme dispositif permettant de renouveler l'engagement politique des citoyens et l'usufruit comme mode de relation à privilégier à la terre et au vivant (pour limiter les formes d'appropriation privée).

## Ce que ça met au travail...

Évidemment, le fait de replonger dans ce livre après l'épisode « Covid-19 et confinement » -pour en réaliser la fiche de lecture- lui donne un relief particulier. Les analyses en sont accentuées et d'autant plus pertinentes pour la plupart d'entre elles.

Et même si le prisme de l'analyse n'est absolument pas localo-local, un certain nombre des problématiques évoquées mérite d'être confronté à mon terrain de recherche et au matériau collecté ces derniers mois :

- Quelles sont les ingrédients, les caractéristiques de la gouvernementalité locale (des gouvernementalités locales ?) : les « relations de pouvoir (des techniques, des procédures, des dispositifs) qui s'exercent sur des femmes et des hommes libres (ces relations sont donc réversibles) dans le but de conduire leurs conduites » ?
- Y a-t-il localement une multiplication -directe ou indirecte- des « incitations afin d'agir sur l'environnement économique d'individus de plus en plus atomisés » ?
- Que disent les manières de « jouer la proximité » ou de « défendre l'intérêt général » à des échelles plus locales ?
- Qui compose l'élite politico-administrative (et entrepreneuriale et managériale) à l'échelle locale ? Quelles sont ses tactiques et stratégies en matière de gouvernementalité ?
- Assiste-t-on localement à des tentatives de « politisation totale » (des formes d'autoritarisme) ? Quelles sont -par ailleurs et dans le même temps- les caractéristiques d'une dépolitisation ?
- La crise de gouvernementalité actuelle de l'État néolibéral a-t-elle des déclinaisons dans les territoires ? Y a-t-il localement une crise de gouvernementalité : « des révoltes de conduites et des mouvements en faveur d'autres modes de vie » ?
- Quelles manifestations (inflexions ?) dans la-les gouvernementalité-s locale-s de l'accroissement des inégalités et de la catastrophe écologique ?

## Quelques extraits...

### Avant-Propos.

« 1. Une part de la réflexion et de l'activité politiques a pour objet la délimitation même du champ de la politique, le point où elle doit savoir s'arrêter, les seuils qu'elle doit respecter pour ne pas devenir envahissante, liberticide, intrusive, totale. Si tout est potentiellement politique, lorsque cette potentialité s'actualise, c'est, en un sens, la fin de la politique comme espace de délibération collective sur des problèmes communs, domaine qui implique une certaine séparation, des possibilités de retrait. Il n'y a d'espace public que si tout n'est pas public. » p.7

« 2. « Gouverner » est également une pratique dont le périmètre est instable, la localisation incertaine. On peut la définir en orientant le regard vers ce qui serait son objet : gouverner consiste à prendre en main la conduite de certaines « affaires », spécialement les affaires publiques ; mais on peut aussi la définir comme une action dissymétrique par laquelle certains individus, groupes ou instances orientent l'action d'autres individus ou groupes. Or ce type de relations n'est pas limité au plan d'une instance politique (le « gouvernement »), il est à l'œuvre à divers échelons, de la famille à l'entreprise, des Églises aux États. Toutes ces modalités de « gouvernement » au sens large ont connu des crises qui ont fini par reconfigurer les contours et par limiter les prérogatives des « gouvernants » : (...) » (p.8)

« 3. L'instabilité des formes de gouvernement, la critique que suscitent leurs excès, leur réversibilité parfois, apparaissent à la faveur de crises. » p.9

« 4. Néanmoins, dans les Temps modernes, l'instance qui a paru concentrer et représenter l'activité de gouvernement a été l'État. (...) dans une bonne partie du monde, la religion reste une des instances essentielles des conduites. Dans l'espace occidental, l'économie et ses puissances apparaissent aujourd'hui comme l'instance déterminante, et une instance qui ne se laisse pas facilement localiser, réguler, interpeller. » p.10-11

« 5. (...) Un rapport fameux se demanda si nos sociétés étaient encore « gouvernables », si les États démocratiques n'allaient pas s'écrouler sous le poids d'une « surcharge des demandes » sociales qui leur étaient adressées et des processus de démocratisation qui nourrissaient leur contestation, fissurant tout consensus et toute responsabilité civique des citoyens. (...) Confiée à divers organismes internationaux, aussi bien que locaux, recentrée vers la sphère économique-entrepreneuriale érigée en modèle d'efficacité, repensée autour de la catégorie même

d'« organisations » qui pouvaient être étatiques ou commerciales, financières ou juridiques, la tâche de gouverner se diffusait à tous les échelons pour gagner en souplesse, en fluidité, en « liberté » peut-être. Cette mue devait être consacrée par un nouveau nom : le new public management réactiva un terme qui avait perduré en anglais, « governance », qui devint le maître mot de la réorganisation de la politique démocratique sur le modèle de la théorie des organisations et du management d'entreprise. » p.11-12

Première référence à Foucault et à la notion de « gouvernementalité » p.12

« 6. Foucault évoquait une « crise générale du dispositif de gouvernementalité dans lequel nous vivons ». » p.13

« 8. (...) Ces deux innovations sémantiques -gouvernance et gouvernementalité – dessinaient un futur espace de lutte théorique et politique pour interpréter et orienter le devenir des sociétés démocratiques à l'âge du néolibéralisme. » p.14-15

« 9. (...) Le néolibéralisme a lui-même plutôt cherché à faire fonctionner l'État au service d'une économie que l'on ne peut plus nommer « libérale » au sens classique, tant l'État s'y imbrique pour favoriser les intérêts industriels et les revenus financiers, si bien que cette instrumentalisation de l'État par de puissants intérêts privés a ruiné l'ancien paradigme du « laisser-faire ». C'est cette mutation qu'avait bien commencé à analyser Foucault, et dont l'achèvement produit aujourd'hui une situation jugée intolérable par une partie grandissante de la population. » p.17

« Foucault pense (Qu'est-ce que la critique ? 1978) un rapport plus complexe entre art de gouverner et art de ne pas être trop gouverné, et cherche au 16<sup>ème</sup> siècle, dans la Réforme et les révoltes autour du pouvoir pastoral qui se prolongeront dans l'Aufklärung, une origine éminente de cet art de ne pas être trop gouverné. » (ou *l'art de ne pas être gouverné comme ça et à ce prix* : « *l'art de ne pas être tellement gouverné* ») p.20

« 10. (...) Dans quelle mesure l'analyse des crises de gouvernementalité esquissée par Foucault peut-elle contribuer à éclairer le présent et certaines des évolutions qui l'ont façonné ? »

« 11. (...) Dans le contexte actuel, le souci de « ne pas être trop gouverné » doit s'écarter d'une exigence apparemment plus radicale et impraticable -ne pas être gouverné du tout-, qui n'est pas en mesure de constituer une alternative crédible à l'hégémonie néolibérale, sinon pour des petits groupes vivants aux marges des Etats existants ; mais la volonté de ne pas être trop gouverné doit aussi conjurer le risque d'être subrepticement mise au service d'intérêts économiques puissamment inégalitaires dans leur volonté d'échapper à un « gouvernement » politique, réglementaire, redistributif, régulateur ou écologique, au profit d'une gouvernance qui met bien plutôt l'instance politique à leur service. (...) pour soustraire un certain nombre de domaines à la régulation par le politique, ses tenants ont fait en sorte de convertir les serviteurs de l'État à sa logique, de former ou d'introduire au coeur de l'appareil d'État des individus et des groupes entièrement acquis à la cause du profit et de la concurrence généralisée. (...) une grande masse d'individus deviennent toujours plus malléables aux forces de gouvernementalité économiques, moins protégés par des régulations juridiques, plus exploités, l'État et la population peuvent être engagés dans les entreprises commerciales, antiécologiques ou guerrières les plus hasardeuses pour servir des groupes industriels déterminés. » p.22-23

« L'art de ne pas être trop gouverné doit être équilibré par un souci du « public » et du commun, y compris du premier commun qui est la Terre elle-même, et par une résistance à l'accroissement indéfini des inégalités. » p.24

### **1ère partie – Les crises de gouvernementalité, avec et après Foucault.**

« Toutes ces transformations ébranlent des « dispositifs de gouvernementalité » antérieurs » p.29

« Foucault avance un concept décisif : celui de « crise de gouvernementalité » (...) « l'approche de Foucault trouve dans notre présent un extraordinaire espace d'épreuve et de confirmation pour certaines de ses hypothèses, mais aussi, parfois, un démenti ou la mise en évidence d'impasses. » p.30-31

« Qu'est-ce qu'une « crise de gouvernementalité » ? » p. 33 à 60...

« (...) en prenant plus au sérieux cette prétention du pouvoir moderne : s'exercer sur des individus libres » p.34 (gouvernementalité) « il s'agit d'un ensemble de relations de pouvoir « réversibles », de formes de « conduite des conduites », de « techniques et procédures destinées à diriger la conduite des hommes », du « point de rencontre entre les technologies du pouvoir et les technologies de soi », etc, avec une double entrée : « libérale » ou « pastorale ». » p. 34-35

(exemples de crises de gouvernementalité : p. 36)

« (...) la crise, en tant que crise de gouvernementalité, met en crise un ensemble de relations de pouvoir ; à chaque fois s'y exprime quelque chose comme : « On ne veut plus gouverner et/ou être gouverné de cette façon. » p.36-37

(révoltes autour du pouvoir pastoral au 16<sup>ème</sup> siècle ; « crise du despotisme » qui donne naissance au libéralisme (des sujets libres) au 18<sup>ème</sup> siècle ; crise du libéralisme classique + phobie d'État => néolibéralisme au 20<sup>ème</sup> siècle)

« (...) libéralisme comme nouvel art de gouverner qui articule production de liberté et dispositifs de contrôle. Selon Foucault, le libéralisme se caractérise par l'idée que le pouvoir s'exerce d'une part sur la population comme groupe biologique traversé par ses processus propres et, d'autre part, sur la société comme réalité qui a sa logique propre » p.41

(...) « lier intimement déploiement du libéralisme et naissance de la biopolitique, de cerner le jeu entre une « liberté » et une « nature » » (...) c'est l'apparition d'une nouvelle forme de rationalité politique, d'un nouvel art de gouverner (...) dégager le meilleur « niveau » d'intervention de l'État, le juste niveau, ni trop, ni trop peu. Une nouvelle raison d'État qui est « une raison du moindre Etat ». p.43

« C'est là que la première et la seconde définition de la gouvernementalité se croisent : le biopouvoir est amené à « orienter le champ d'action éventuel » des individus, des populations (leur hygiène, leur vie familiale, leur comportement face à la maladie, leur sexualité, bien sûr) et donc à reprendre et à déplacer des fonctions du pouvoir pastoral -d'autant que, comme le pouvoir pastoral chrétien, il agit « pour le bien » de ses ouailles. » p.45

(...) « Foucault maintient le souci de rendre compte de l'autre face d'un processus qui n'est pas purement « libérateur », c'est à dire du déploiement d'une nouvelle économie du pouvoir à la fois plus souple et plus enveloppante, à travers les « dispositifs de sécurité » (...) rationalité gouvernementale qui laisse se déployer le désir des individus, qui prend acte du fait qu'il est plus efficace de laisser faire, au moins partiellement, plutôt que de vouloir tout contrôler, fixer, réprimer, intervenir tous azimuts, etc. » p.46

« Dans le cas du néolibéralisme, on assiste à une théorisation de ce que le libéralisme classique n'avait, selon Foucault, pas vraiment théorisé, à savoir le fait que le marché dit « libre » doit être soutenu par une politique d'ordre, d'encadrement social, ou bien le fait que la « rationalité » du marché doit être étendue à d'autres secteurs » p.55

« Nous avons aujourd'hui, en ce sens, une crise supplémentaire à prendre en compte : celle de cette gouvernementalité néolibérale elle-même » p.56

« « La politique n'est rien de plus rien de moins que ce qui naît avec la résistance à la gouvernementalité, le premier soulèvement, le premier affrontement » (MF – « Sécurité, territoire, population » p.409) » p.57

« « Gouverner les gens, au sens large du mot, n'est pas une manière de les forcer à faire ce que veut celui qui gouverne ; il y a toujours un équilibre instable, avec de la complémentarité et des conflits, entre les techniques qui assurent la coercition et les processus par lesquels le soi se construit ou se modifie lui-même » (MF – « L'Origine de l'herméneutique de soi » - conférence de 1980, Paris, Vrin, 2013, p.38-39) » p.59

(Un précédent historique : la Réforme protestante comme crise du pastorat chrétien - p.61 à 85)

(...) « le protestantisme affirme la souveraineté du sujet faisant valoir son discernement » p. 64

(...) « de la subjectivité comme lieu de résistance possible à l'emprise des techniques de contrôle » p.74

« Foucault présentait la Réforme comme le « premier mouvement critique comme art de ne pas être trop gouverné ». La Réforme fait trembler un art de gouverner » p.75

« la modernité dont la Réforme est bien ici l'annonce ne donne pas naissance à la « subjectivité libre » -elle libère une nouvelle subjectivité des jeux de pouvoir où était prise une autre figure historique de la subjectivité, et cette nouvelle subjectivité n'est pas libérée « absolument », elle est aussi assujettie à d'autres formes de soumission- » p.76

« la Réforme intéresse Foucault comme élément de « déprise », comme rébellion d'une subjectivité historiquement déterminée contre les formes de « gouvernementalité » qui la constituaient » p.84

[gouvernementalisation de l'État et construction du néolibéralisme – p. 87 à 134].

(...) « on ne passe pas d'un âge à un autre sans reste, il peut y avoir persistance du disciplinaire dans un régime de gouvernementalité qui fait jouer d'autres principes, etc. » p.87

« Nos sociétés actuelles seraient moins des sociétés de la discipline que des sociétés de surveillance » (Deleuze, in « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », L'autre journal n°1, mai 1990, repris dans Pourparlers, Paris, Minuit, 2003) p.88

« Dès Surveiller et Punir, on trouvait l'idée que, depuis la 19ème siècle au moins, le pouvoir fonctionne de moins en moins à la répression directe, à la coercition physique, et de plus en plus à travers la simple organisation des espaces en vue de la surveillance incorporelle, avec un idéal d'autosurveillance et de surveillance réciproque des citoyens, au moindre « coût » (cf. le panoptique de Bentham). Cette mutation est inséparable du développement d'un Etat qui prend soin de ses « ouailles » : Etat sanitaire, Etat-providence, l'État se présente de plus en plus comme un organe au service de la prospérité et de la satisfaction du public, de la population, de la santé, du bien-être des individus... Il se met à envelopper la vie tout entière et nous fait ainsi entrer dans l'ère de la biopolitique » p.90-91

(deux modèles de néolibéralisme, deux formes de gouvernementalité,... p.92 et...).

La réflexion de Foucault « suggère que le libéralisme moderne s'adosse au « biopouvoir », et que c'est seulement sur le fond d'un contrôle général des populations que se déploie l'interrogation libérale, forcément limitée et, en un sens bornée -son « utopie » d'une société qui se contrôlerait entièrement elle-même, sur le modèle imaginaire du marché, se focalise sur la limitation du pouvoir d'État mais ne remet pas en cause une certaine distribution préalable des populations, l'existence d'un ordre inégalitaire et de rapports de pouvoir asymétriques dans les lieux les plus divers » (...) Foucault diagnostique ainsi remarquablement un mouvement qui n'a cessé de s'approfondir depuis les années 80 : la glorification de la « liberté » (entrepreneuriale) des uns se double d'un appel au « contrôle » renforcé des autres (des nouvelles « classes dangereuses », dont un certain discours d'ordre ne cesse de nous dire qu'elles sont toujours plus dangereuses) ; le retrait de l'État social (dénoncé comme tentaculaire et « déresponsabilisant » par le néolibéralisme et les nouveaux chantres du « risque ») se « compense » par une extension de l'État pénal, et par le basculement des populations les plus pauvres ou les plus exposées (donc « potentiellement dangereuses » : étrangers sans papiers, toxicomanes, SDF,etc) vers un « traitement » carcéral ». p.93-95

« Le néolibéralisme produit à la fois de la liberté et du contrôle, mais une liberté et un contrôle différentiels, si bien que nos sociétés donne une impression de liberté extrême dans certains domaines, tout en développant parallèlement des techniques de contrôle et/ou de « contention » de certaines populations. La critique des pesanteurs de l'État bureaucratique et planificateur s'articule avec l'application aux institutions étatiques des méthodes du new public management et de ses normes d'efficacité (...) La logique du moindre coût s'applique au domaine du droit » (...) p.95

« La réflexion foucauldienne sur le néolibéralisme se garde bien de tomber dans une simple apologie de la « société civile » idéalisée par contraste avec le « monstre froid » étatique, ou de céder à ce que Foucault appelle « la théologie négative de l'État comme mal absolu » (MF – Naissance de la biopolitique – p.119) (...) ainsi, Foucault renvoie-t-il dos à dos l'« horreur » et la « fascination » de l'État, qui ont en commun de ne saisir qu'une facette de son activité ou de ses « fonctions », soit en le réduisant à un appareil de coercition et de reproduction sociale, soit en exaltant son rôle de garant de l'unité du peuple et de l'égalité de tous (...) il se dégage de ses recherches sur l'État l'image d'une réalité extrêmement composite, gestionnaire et disciplinaire, réglementaire et juridique, administrative et éducative, territoriale et sanitaire, protectrice et policière, productrice de savoirs (irréductibles à de l'« idéologie ») et de techniques (irréductibles à la « répression »), capable de se rétracter ou de se redéployer selon les régimes de gouvernementalité ». p.100-101

ordolibéralisme... économie sociale de marché... nazisme...

(...) le néolibéralisme des années 1970 se mue en machine de guerre contre l'État-providence « socialisant », contre les formes de contestation jugées excessivement démocratiques ou « égalitaristes » de la société de marché, et bientôt contre les tentatives de régulation écologique du capitalisme ». p.115

« Foucault identifie la nouveauté de ce libéralisme dans sa théorisation non d'un simple retrait de l'État au profit du laisser-faire, mais bien d'une reconfiguration du rapport entre État et société, mettant l'État activement au service des entreprises et des intérêts privés, et élargissant à l'ensemble de la société le modèle du marché (...) la théorisation d'une forme d'action indirecte sur les individus à travers leur « environnement » économique » (travaux de Gary Becker sur le « capital humain ») p.117

« C'est la face de Janus du néolibéralisme, qui peut se montrer sous un jour « libérateur » par rapport à l'emprise de la bureaucratie, de l'État, etc., mais il suffit d'un léger pivotement, d'un changement d'axe pour le voir apparaître sous un jour moralisateur et coercitif à l'encontre des populations les plus démunies. Sa formule typique serait alors : aider les riches, « responsabiliser » les pauvres » p.118-119

« La théorie du capital humain de Gary Becker a inspiré de nouvelles techniques de gouvernement indirect, à travers une notion (...) : l'incitation » p.120

« la tendance à une marchandisation de toute chose (...) un prix à toute chose et font de chacun un microcapitaliste de soi-même : son corps (...), sa beauté (...), son « charisme » (...), son entourage amical ou professionnel (...), sa famille, ses lectures, ses capacités linguistiques, son rapport même à sa mort (...) deviennent autant de ressources à augmenter ou de handicaps à corriger, de capitaux à faire fructifier ». p.120-121

« Le néolibéralisme numérique est le règne accompli de l'économie de l'incitation ». p.122

« Homo oeconomicus, c'est « celui qui va répondre systématiquement à des modifications systématiques que l'on introduira artificiellement dans le milieu. L'Homo oeconomicus, c'est celui qui est éminemment gouvernable » (MF – Naissance de la biopolitique – p.274) p.123

« La gouvernementalité néolibérale consistera alors à agir sur l'environnement de cet individu, par un système d'incitations et de handicaps économiques, pour l'inciter à prendre des décisions qui sont censées lui être favorables tout en étant favorables à l'ensemble de la société ». p.124

« La figure paradoxale d'une démocratie sans peuples, prise en charge par des élites paternelles qui se muent en dirigeants autoritaires si lesdits peuples se montrent trop rétifs à l'égard de la dépossession démocratique et de l'austérité sans fin qui leur sont imposées, nous est aujourd'hui largement familière, et elle suscite, en retour, un véhément « nous ne voulons pas être gouvernés ainsi » ». p.127

(...) des stratégies de « gouvernementalisation de l'Etat » analysées par Foucault : délégation à des groupes privés d'anciennes prérogatives et structures étatiques, privatisation des services sociaux rentables, réduction de pans de l'administration étatique au nom d'une efficacité pensée sur le modèle de l'entreprise et de l'économie,... » p.130

Pages 131 à 134 : récapitulatif des traits récurrents des crises de gouvernementalité et en annoncer d'autres :

1. « Une crise de gouvernementalité exprime un sentiment d'abus, au sens d'un mauvais usage, d'un détournement, d'un excès dans une forme de gouvernementalité » (...)

2. « Une crise de gouvernementalité vise toujours des gouvernants en particulier, mais déborde en une mise en cause générale d'un mode de gouvernement » (...)

3. « Une crise de gouvernementalité prend toujours son départ dans un « petit fait », un événement en apparence mineur, un scandale ou une décision publique anecdotique, du moins sans commune mesure avec les bouleversements qui s'ensuivent » (...)

4. « Une crise de gouvernementalité se traduit souvent par une multiplication de demandes, de revendications, de protestations, plutôt que par un programme arrêté » (...) s'exprime quelque chose qui met en cause les frontières mêmes du politique, les refuse, les déplace et cherche à y échapper »

5. « le concept de crise de gouvernementalité ne projette pas une résolution ultime d'une « contradiction » qui serait appelée à détruire de l'intérieur le dispositif de gouvernementalité dominant » (il diffère d'une crise de civilisation dont les sources seraient essentiellement spirituelles). « Les crises de gouvernementalité (...) marquent, en revanche, la friabilité des sols, la fragilité des formes de gouvernementalité, le fait persistant que les configurations de pouvoir suscitent inmanquablement le développement de contre-conduites, l'insistante rétivité des hommes »

6. « Une crise de gouvernementalité a des « points d'ancrage » historiquement variables. (...) on constate que le centre de gravité de ces crises ne cessent de se déplacer (...) L'art de gouverner s'est sans cesse redéfini en relation à ces crises, y compris l'art libéral de gouverner dont Foucault étudie les dernières mues en plongeant dans le laboratoire de la gouvernementalité néolibérale, devenue aujourd'hui dominante, mais frappée à son tour par une crise dont il faut mesurer la portée ».

Excursus...

« gouvernement des âmes » chrétien poursuit et modifie ce questionnement en le dépolitisant mais en reprenant nombre de « techniques » (...) subjectivation plutôt qu'assujettissement (...) p.136

Agamben : « Les relations de pouvoir, à la différence des états de domination, impliquent nécessairement un sujet libre, dont il s'agit de « conduire » et gouverner les actions et qui, en tant que libre, résiste obstinément au pouvoir. Cependant, dans la mesure où le sujet se conduit et se gouverne « librement » lui-même, il entrera fatalement dans des relations de pouvoir, consistant à conduire la conduite d'autrui (ou à laisser autrui conduire la sienne » (GA – L'usage des corps – Seuil 2015 – p. 1168-1169)

Agamben suggère plutôt de se rendre « ingouvernable » p.138

l'art de ne pas être trop gouverné est davantage conciliable avec le gouvernement des autres

« en s'assignant pour seule tâche de « se rendre ingouvernable », on renvoie la responsabilité du gouvernement sur d'autres comme un fardeau ou une souillure, et on esquive, à notre sens, ce qui fait aussi la difficulté et l'enjeu de la notion de gouvernementalité comme de la démocratie : penser une liberté qui ne soit pas seulement une résistance, mais une implication, qui ne se réalise pas seulement en une communauté élective d'allure monastique, aristocratique et charismatique, mais dans la vie prosaïque des peuples et de leurs tentatives toujours incertaines d'autogouvernement » p.138-139

## 2ème partie – Ressources et tensions modernes dans l'art de ne pas être trop gouverné.

« La désobéissance civile est la forme limite de l'art de ne pas être trop gouverné, lorsque le citoyen se trouve confronté à un abus autorisé par le droit ou à une inversion de ce qui est digne d'éloge et de ce qui devrait être condamné (... » (p.150).

« Ne pas être trop gouverné, cela peut signifier aussi : ne pas accepter d'entériner des abus ou des crimes « légaux », et travailler à transformer ou à abolir les dispositions légales qui contreviennent à des principes éthiques fondamentaux ». p.150

« Quant à l'idée d'une ère de la biopolitique, telle qu'elle est avancée par Foucault et par Agamben, elle semblait plus fragile encore à Derrida : peut-on penser que le fait que la politique « prenne effet » sur le vivant, sur le corps,

sur le zoon politikon daterait d'aujourd'hui, ou, disons, du 19ème siècle ? La politique n'a-t-elle pas toujours eu affaire à l'humain en tant qu'être de besoins, de pulsions,... » ? » p.152

« De fait, pour une réflexion sur « l'art de ne pas être trop gouverné », l'idée de révolution occupe nécessairement une place ambiguë, comme expression d'un « nous ne voulons plus être gouverné ainsi » par excellence, mais aussi comme ouverture d'un cycle de légitimation de répressions « souveraines », incluant bien souvent la diabolisation des ennemis, l'application contre eux de la peine de mort et des moyens de coercition qui relèvent des supplices » p.166

(éléments fondamentaux du paradigme de la révolution – p.183 et 184)

« Il y a des moments où la masse des gens non seulement « se révolte » contre l'ancien ordre, mais veut modifier les institutions sociales de fond en comble. Ce sont des révolutions parce que les gens sont animés par une volonté et une visée globales » p.186

« Or la crise de gouvernementalité actuelle revêt une dimension littéralement « globale », en mettant en jeu la Terre elle-même, et par le biais de la mondialisation du marché qui est simultanément une mondialisation de sa « crise » (...) » p.188

« Toujours est-il que la crise de la gouvernementalité contemporaine vise bien l'économie comme puissance qui s'est libérée de son enchâssement dans des finalités sociales pour devenir sa propre fin, et comme forme de gouvernement indirect des individus et des peuples. » p.189

« Si l'art d'être moins gouverné doit converger avec un art de se gouverner soi-même sur le plan non pas seulement éthique mais aussi politique, il faut revenir sur les transformations et les tensions internes aux idées d'autogouvernement et de souveraineté démocratiques » p.190

« Nous avons pris l'habitude de penser la démocratie, du moins le type de démocratie libérale et représentative dans lequel nous vivons, comme articulant trois principes : la souveraineté du peuple, la nécessité de la représentation et le libéralisme politique comme protection des droits individuels » p.191

(...) « la « représentation » serait un principe oligarchique et/ou aristocratique » (...)

(...) « prendre en considération les limites que le souci de ne pas être trop gouverné impose à une absolutisation de la souveraineté populaire » (...)

« au cours des 19ème et 20ème siècles s'est mis en place un « système de double légitimité » : à côté de la légitimité populaire issue du vote, l'administration s'était constituée en pôle plus continu de service du bien commun, en « service public » démocratique, et cette dimension de la vie politique-étatique a conféré une sorte de légitimité quotidienne à la démocratie » p.193

(...) « ajouter une qualité liée à l'« art de gouverner démocratique », au comportement des gouvernements : la proximité » p.194 (aussi « impartialité, réflexivité »)

« Ce qui devrait constituer une attention à la particularité et un souci d'empêcher ce que j'appellerais le « décrochage » des gouvernants par rapport aux situations et aux préoccupations des citoyens, ce qui devrait éloigner les rapports foncièrement dissymétriques entre gouvernants et gouvernés – cette légitimité de proximité est bien souvent mimée ou surjouée sur le mode compassionnel par des gouvernants qui se mettent à l'heure des médias en continu et du storytelling. » p.194

« L'invocation de l'intérêt général a souvent renvoyé circulairement, dans la pensée politique, à l'invocation de la capacité supérieure à gouverner (ou à arbitrer) d'un groupe censé mieux incarner la modération, la pondération, la capacité à accéder à un point de vue « tiers » et « général » ou à prendre en vue le commun. » p.195

« Cette thématique de la proximité et de la sympatheia attendue des gouvernants et même du gouvernant suprême est devenue plus vive à mesure de l'imprégnation « chrétienne » du monde antique (elle emprunte alors le canal d'une analogie avec l'incarnation du Christ, d'une « christologie politique ») » p.198

[référence à Peter Brown, Pouvoir et persuasion dans l'Antiquité tardive. Vers un empire chrétien. Traduction Pierre Chauvin, Paris, Seuil, 1998]

(...) « comprendre que le souci de la proximité, dans son essence « démocratique », permet une meilleure prise en compte des « singularités » auxquelles s'applique toujours l'art de gouverner. » p.199

[Paragraphe sur la dépossession de la capacité d'action politique des peuples]

(...) « une perte de la capacité d'action des peuples sur les politiques économiques qui déterminent le plus profondément la vie des individus. (...) Face au programme de libéralisation et de « modernisation » des marchés nationaux, les peuples apparaissent comme des facteurs de perturbation. » p.201

« C'est ici la montée en puissance d'instances de pouvoir non politiques -et non démocratiques- qui est en cause : les agences de notation, les marchés financiers, et un certain autodessaississement, par les gouvernements nationaux, de leurs « marges de manoeuvre », par l'acceptation de critères budgétaires conformes aux dogmes



néolibéraux, par l'élévation de la « concurrence libre et non faussée » au rang d'impératif européen, par le recul des services publics et de l'État social au nom de normes d'efficacité managériales,... » p.201

(...) « mue dans la légitimation même de l'État à l'ère néolibérale : à la limite, son « unique objet est la garantie de l'activité économique (...) Soit un Etat qui n'est plus défini en termes de mission historique, mais qui tire sa légitimité de la croissance économique » (extrait de « The Birth o Bio-Politics : Michel Foucault's Lecture at the College de France on Neo-Liberal Governmentality », *Economy and Society*, 30/2, mai 2001, p.196) p.202

« Weber suggérait plutôt que l'administration et la haute administration sont certes des rouages nécessaires au fonctionnement d'une société de masse, régie par le droit et par les règles de l'économie moderne, mais que cette administration -ou cette technocratie- est tendanciellement portée à suivre sa propre « logique intrinsèque », ses propres critères d'efficacité, de rationalité formelle,... » p.204

« Pourtant, là encore, quelque chose dans le développement même de la « gouvernance » qui s'est mise en place dans les dernières décennies peut apparaître comme la confirmation de la moitié sombre, si l'on peut dire, du diagnostic de Weber, plutôt que la moitié lumineuse qu'évoque Rosanvallon : cette moitié sombre renvoie à la constitution d'une (haute) administration, ou d'une « noblesse d'Etat », ou d'une technocratie à la fois nationale et européenne largement imperméable aux formes de l'expression populaire, et dont l'agenda propre semble s'imposer aux gouvernements successifs, invalidant en partie la portée du vote ou de l'expression de la souveraineté populaire. » p.205

« Le néolibéralisme s'est d'autant plus facilement diffusé dans les esprits des « élites » technocratiques gouvernementales qu'il avait opposé, dans certaines de ses formulations, la (bonne) démocratie libérale fondée sur les droits de l'individu à une (mauvaise) démocratie rousseauiste, « illimitée » (c'est un leitmotiv des écrits de Hayek), fondée sur l'idée de la souveraineté du peuple, accusée de mener tout droit au totalitarisme. Par exemple, lors du colloque Lippmann, l'économiste français Louis Rougier déclare sans ambages : la souveraineté du peuple ne serait rien d'autre que la « souveraineté de la masse » qui pousse vers une « démocratie socialisante », et, si elle s'empare du pouvoir d'État grâce au suffrage universel, aboutit fatalement à la démagogie et, par la démagogie, à l'État totalitaire » [cité dans Serge Audier, *Le Colloque Lippmann. Aux origines du néolibéralisme*. Lormont, le Bord de l'eau, 2008. p.337]. Ce désir de s'émanciper des aléas de la volonté populaire et de ses désirs de régulation sociale est plus marqué encore du côté de l'autre force que Weber pointait comme échappant largement au contrôle des « peuples » : les forces économiques, dont il étudiait les formes de rationalité autonome dans la Bourse, dans la spéculation financière du début du 20ème siècle » p.206

« La logique intrinsèque de l'administration et de son agenda même de modernisation des services publics, et a fortiori la logique intrinsèque des marchés, ne semblent pas spécialement s'embarrasser de leur « légitimité démocratique » ; sur ce point, le pessimisme wébérien paraît hélas bien fondé. » p.206

« Les intérêts dominés peinent à trouver des relais dans une politique professionnalisée et largement parasitée par les formes dévoyées de la « proximité » excessive, invasive, de gouvernants mettant en scène leur vie privée. (...) On pourrait plutôt parler de démocratisation ou de devenir-démocratique d'instances ou de pouvoirs qui, comme tels, ne sont pas intrinsèquement démocratiques. » p.207

(décrochage de la légitimité)

« l'impression d'un « impouvoir » du peuple, d'une dépossession démocratique, ou peut-être ce que Hans Blumenberg appelait le « paradoxe de la puissance impuissante » [Hans Blumenberg, « Concept de réalité et concept de l'Etat » in *Le Concept de réalité*, trad. Jean Louis Schlegel, Paris, Seuil, « Traces écrites », 2012, p.100] – le contraste entre le pouvoir, de fait, immense, d'un Etat moderne (disons sommairement ou métonymiquement : la bombe nucléaire) et son impuissance grandissante, et consentie, à maîtriser les aléas d'une économie financiarisée qui semble lui dicter le contenu de ses politiques économiques et sociales. » p.207

« La vision de Lippmann s'inscrit clairement dans le champ des théories dites réalistes, « néo-machiavéliennes » ou cyniques de la démocratie, selon laquelle celle-ci, dans les faits, n'exprime jamais quelque chose comme une mythique « volonté populaire » ou « souveraineté du peuple », mais est assurée, dans son fonctionnement législatif et gouvernemental, par un corps d'individus assez restreint, une élite politico-administrative ; la justice est rendu par un corps professionnel relativement autonome, l'activité sociale et économique quotidienne par les multiples acteurs de la société civile (pour Lippmann, ces « acteurs » décisifs sont moins les hommes politiques et l'administration, eux-mêmes largement incompetents en matière économique et industrielle que les dirigeants économiques et syndicaux, à qui devrait revenir pour plus d'efficacité, la gestion du pays), et l'élaboration même des lois relève largement de la compétence de juristes et de spécialistes des domaines techniques concernés. » p.216

(...) « que la démocratie ne soit pas, dans les faits, conforme à sa représentation idéalisée ne signifie pas que cette représentation idéalisée serait sans valeur – elle conserve un rôle critique et par là régulateur, et elle permet ainsi d’imaginer des moyens de rapprocher davantage sa réalité de sa représentation » (...) p.216

« Interlocuteur critique de Lippmann, Dewey relève ainsi le défaitisme d’une vision qui revient à entériner l’excès de pouvoir d’une couche économiquement dominante sur le reste de la population, ou de celle qui estime que la démocratie serait un moyen inadéquat pour remédier à cette situation (...) » p.217

« l’art de ne pas être trop gouverné n’implique pas seulement le contrôle sur l’État et la limitation de ses prérogatives, que l’on rattache au libéralisme politique, il ne peut être mis en œuvre seulement par des individus isolés défendant leurs droits subjectifs et politiques, il implique aussi la formation de groupes luttant contre la domination démesurée que les forces économiques dominantes tendent à exercer sur la conduite des vies individuelles et sur la nature elle-même. » p.218.

### **3ème partie – Néolibéralismes autoritaires, dépossession démocratique et réappropriations spatiales.**

« Le diagnostic de la crise de gouvernementalité dans laquelle nous nous trouvons implique d’identifier des révoltes de conduites et des mouvements en faveur d’autres formes de vie, mais aussi en faveur d’une autre conception et d’une autre pratique de l’économie que celle que représente le néolibéralisme » p.225

[l’auteur fait l’inventaire de mouvements alterdémocratiques mais aussi de mouvements « antimondialistes »]

« Le mérite de la notion de crise de gouvernementalité est ici encore qu’elle ne préjuge nullement de la nature de la « résolution » ou de la sortie de la crise (...) » p.227

« La question qui nous intéresse n’est pas celle du jugement de valeur que l’on peut porter sur ces deux crises [émeutes des banlieues de 2005 et mouvement des « gilets jaunes »] profondément disparates, mais plutôt ce caractère même : des mouvements qui n’étaient pas structurés hiérarchiquement, adossés à un syndicat ou un parti, et qui ne disaient pas autre chose, en ce sens, que « nous ne voulons pas être gouvernés de cette façon », sans doute, « nous ne voulons pas être discriminés de cette façon » (pour le mouvement des banlieues), « nous ne voulons pas être ignorés, méprisés et pressurés fiscalement » (pour les « gilets jaunes »), mais aussi nous ne voulons pas être traités par l’État, le président, les impôts, la police, de cette façon... » p.228

« La Réforme protestante avait fourni aux classes populaires un nouveau langage religieux pour nommer des souffrances qui étaient multiformes. Les paysans et les artisans du 16ème siècle disaient : « j’ai mal à la foi » au lieu de dire « j’ai mal partout ». Aujourd’hui, les gilets jaunes crient « j’ai mal à la taxe » au lieu de dire « j’ai mal partout » (citation tirée du livre de Gérard Noiriel « Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent ans à nos jours » - Marseille – Agone – 2018.) p.229

[l’auteur analyse les traits communs concernant les mouvements contre l’impôt (p.231 à p.236) : opacité de l’impôt, recherche et disqualification des « meneurs », imputation de manipulation, différences dans la répression et dans les leviers de l’espace public, crainte de la contagion et succès partiels].

Dans le cadre des nombreux mouvements « alterdémocratiques », « c’est bien la gouvernementalité économique qui semble constituer le « point d’ancrage » essentiel de la crise » p.237

(...) « une large proportion de la population exprime le sentiment d’être devenue simplement spectatrice d’une activité gouvernementale pilotée par des spécialistes et des dirigeants économiques, là où elle devrait être en principe au fondement de la souveraineté ; mais loin d’accepter ce statut passif -et donnant raison, cette fois, à Dewey-, ce « public » que Lippmann confinait à un rôle fantomatique et subsidiaire, entend aujourd’hui s’incarner. Les revendications émises par les mouvements que je nomme « alterdémocratiques » réclament le déploiement de formes de participation directe à la décision, d’instances de démocratie délibérative, d’assemblées citoyennes, la réactivation de pratiques anciennes comme le tirage au sort, et l’inversion de la politique économique et fiscale dans un sens favorable aux moins dotés et aux classes moyennes. Ces mouvements manifestent aussi le désir d’une démocratie qui s’exerce à des échelles et des échelons plus proches, opérant déjà eux-mêmes une certaine réappropriation concrète de l’espace public. » p.238

« Un lien originel relie la démocratie à l’espace. La démocratie renvoie en effet à l’idée ou à l’image du peuple assemblé sur l’agora. (...) La polis est un espace délimité, distincte d’un « dehors » (...) « Ce milieu est proprement le temple et la place du marché, sur lequel l’assemblée des politai a lieu » (citation de Heidegger dans ses séminaires sur Hegel) p.239

« Néanmoins, la structure de représentation, même lorsqu’elle était vue comme nécessaire structure de délégation et de délibération, a le plus souvent été appréhendée en même temps comme une perte, ou du moins comme en tension avec l’idéal de l’agora » p.241

« Une réponse au sentiment de dépossession de la décision politique se traduit par la floraison de mouvements sociaux qui prennent la forme d'occupation de places, de jardins publics, de salles de cours d'université, ... La réappropriation de l'espace public est prise ici en un sens très concret : comme « lieu » où peut s'instaurer un débat horizontal et d'où peut être émise une interpellation des autorités, des gouvernants, des députés, mais aussi des entreprises, des instances de pouvoir économiques, des places financières comme Wall Street. Est réactivée l'idée originelle d'une agora citoyenne (...) » p.242-243

« Hannah Arendt soulignait que la politique est aussi ou d'abord une manière d'apparaître dans un espace extérieur, « entre les hommes » : « La politique apparaît dans l'espace entre les hommes (...) Il n'existe donc aucune substance proprement politique. La politique apparaît entre les hommes et s'établit en tant que rapport » (citation tirée de « Qu'est-ce que la politique ? » Hannah Arendt. Trad. Carole Widmaier, Muriel Frantz-Widmaier, Sylvie Taussig et Cécile Nail, Paris, Seuil, édition augmentée, 2014, p.163-164) » p.242

« Arendt entendait marquer par là que la politique doit aménager l'espace de façon qu'une possibilité de distance, d'écart, de retrait soit toujours ménagée aux individus (dans la sphère privée) mais de façon aussi que l'espace public de discussion et de décision ne soit pas déserté, abandonné. Car les deux dangers qui menacent le politique sont, d'un côté, la « politisation totale » (totalitaire) qui interdit aux individus de vaquer à leurs occupations et de vivre comme bon leur semble leurs passions privées et, de l'autre, la « dépolitisation » totale qui ruine l'idée d'un monde commun et ouvre la voie au séparatisme social, que l'on voit s'installer aujourd'hui dans de nombreuses parties du monde (...) » p.242-243

« Ce que les occupations mettent en exergue, ce serait donc une tentative de restauration de la bonne échelle du politique, de reconquête de la distance relationnelle optimale » p.243

(...) « réinventer un échelon d'échange, de relation, de discussion démocratique qui se distingue nécessairement de l'élaboration de programmes par des partis secondés par des experts » p.245

[le retour à la spatialité close : la démocratie antilibérale et xénophobe – p.247 et...]

(...) « une dimension que Foucault aurait passée sous silence : la notion de « libéralisme autoritaire » (...) cette notion est apparue et a resurgi avec le constat qu'il était possible, voire fréquent, qu'un gouvernement combine un fort libéralisme économique avec un Etat répressif, recourant souvent à des procédures expéditives et parfois à des formes d'état d'urgence pour faire face à des troubles sociaux. » p.253

« L'autoritarisme peut apparaître comme l'option de crise que le néolibéralisme adopte dans certaines de ses variantes lorsque ses prescriptions économiques ne sont pas suivies ou qu'elles rencontrent de fortes résistances sociales » p.259

« La gouvernamentalité néolibérale a aussi des effets, comme le notait Foucault, sur les formes de subjectivation qui se construisent conformément à cet environnement. Incités à se voir comme des entrepreneurs d'eux-mêmes, valorisant leurs différents capitaux, les individus endossent une échelle de valeurs qui fait de la réussite économique et du revenu deux des principaux marqueurs de la valeur d'une personne » p.262

« L'art de ne pas être trop gouverné tel qu'on essaie ici d'en dégager les lignes de force ne peut, aujourd'hui, que se dissocier de toutes ces variantes du néolibéralisme plus ou moins autoritaires, qui conçoivent les nations comme des entreprises ou des start-up, démantèlent les protections et les statuts juridiques des employés au nom de leur « employabilité » et exposent les individus à une forme exacerbée de concurrence comme à un mode flexibilisé d'exploitation. » p.263

#### **4ème partie – Inégalités et catastrophe écologique : vers une autre économie politique.**

[Allocation universelle, inégalités et gouvernement de soi]

(...) « le revenu de base rompt, pour Foucault, avec le tropisme paternaliste des politiques sociales » p.270

« le revenu universel devait bien plutôt servir à rendre possible un rapport plus libre au travail comme au non-travail, permettant aux individus de se consacrer aux activités les plus diverses (artistiques, intellectuelles, sportives, d'aide ou d'éducation,...) au lieu d'être contraints à accepter un travail salarié à n'importe quelles conditions. » p.275

« Pour déployer l'enjeu proprement politique et démocratique du revenu de base et lui faire toute sa place dans la perspective d'un art d'être moins gouverné, il faut revenir aux fondements classiques de notre compréhension de la vie politique » p.280

« Ces fondements se trouvent, c'est bien connu, dans l'expérience antique, grecque, de la cité, de la polis, comme lieu de naissance de la politique. Celle-ci est alors conçue comme l'action ou l'activité par excellence des citoyens, c'est à dire des hommes dits libres. Si l'on suit la lecture d'Hannah Arendt dans « Qu'est-ce que la politique ? », la condition de (possibilité de) la politique à proprement parler est la liberté. Ce que les Grecs appelaient politique,

expérience de la polis, recouvre un rapport entre les hommes libres et égaux, réglant les affaires de la cité sur le mode de la parole, de la délibération. » p.280

(...)

« la condition (de possibilité) de la vie politique est l'existence d'un espace non politique dévolu à la sphère des besoins -espace « économique », mais d'une économie singulière, puisqu'il s'agit d'une économie qui « ne mérite pas salaire »- l'économie domestique. » p.281-282

« L'action politique a donc très largement eu des conditions d'inclusion et d'exclusion qui reposaient sur la reconnaissance -ou le déni- d'une capacité à « être libre », c'est à dire à être libre de son jugement, de sa parole, à être dotées des conditions matérielles nécessaires à l'exercice de sa raison. C'est pourquoi l'idée d'un revenu universel est apparue, d'abord, non pas tant comme une exigence « sociale » que comme une exigence « politique », comme l'exigence de faire en sorte que chacun soit doté des capacités à prendre part à la délibération collective (...) destinée à compenser la rupture de l'égalité naturelle représentée par l'introduction historique de la propriété privée et des considérables inégalités que la propriété entraîne. » p.283

« Tout fait signe, aujourd'hui, vers l'émergence d'une nouvelle économie politique, qui change la compréhension des deux termes : on sait que le nom d'écologie a été forgé par Ernst Haeckel en restituant au « foyer » son extension englobante, non pas la famille mais la nature entière, l'écologie comme science devenant alors la science des relations entre les organismes vivants et leur environnement ; mais l'économie comme science politique devrait également garder en vue ces relations globales, sans quoi ses calculs sont toujours à la fois tronqués et fallacieux : tenir la nature, ou la terre, pour une ressource indéfiniment disponible est un présupposé qui déséquilibre et fausse l'ensemble des calculs d'Homo oeconomicus. » p.285

[La catastrophe écologique, le désenchantement économique et les limites du « moins gouverner »]

« La distinction grecque entre l'espace civique et l'espace de l'oïkos, du foyer, de la maison, cantonnait l'« économie » au niveau d'une activité de production destinée à répondre aux besoins vitaux, ceux-là mêmes qui sont pris en charge dans le foyer, à commencer par l'alimentation. (...) Néanmoins, la vision qui attachait l'économie au foyer n'empêchait pas les penseurs grecs de thématiser certains abus dans la distribution ou l'acquisition de richesses. » p.287

« Le Code civil napoléonien définit en effet le droit de propriété comme « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue » (article 544) » p.292

(...) « la puissance publique a vite admis que le droit sur la terre ne pouvait être absolu » (...) p.294

« L'Angleterre a été le laboratoire du processus de privatisation des biens communaux, privatisation-spoliation, peu à peu légalisée. Gagnant la France avec retard, ce processus d'abolition des communes et de l'usufruit est l'arrière-plan contemporain des analyses de Rousseau sur l'origine et l'extension de l'inégalité » p.296

« l'effacement du sentiment d'abus de l'horizon du droit de propriété, à travers son inclusion paradoxale comme caractère même de la propriété, est processus récent, et pour partie un coup de force » p.296

« Au 19ème siècle même, de multiples résistances sont apparues face à ce qu'Anne-Marie Patault désigne comme le « triomphe de l'abus » et de l'exclusivisme, l'affirmation d'un droit absolu d'user et d'abuser des biens acquis, au mépris de tout souci du commun » p.297

[notion d'usufruit, p.297 et ...]

« On doit en effet donner toute son extension à la notion d'usufruit pour prendre en vue et combattre les abus dans l'utilisation des ressources naturelles, en écho à la crise de gouvernementalité contemporaine qui s'exprime par des mouvements transnationaux des « gouvernés » contre le pillage des ressources, la dévastation de la terre et la faiblesses des réponses des Etats, lorsque ceux-ci ne s'engagent pas dans un négationnisme climatique et une accélération du pillage » p.298-299

« L'écologie politique oblige à prendre en compte cette case vide, et c'est par là qu'elle est porteuse d'un renouvellement profond de notre pensée de l'économie en général : la croissance économique aveugle non seulement a un coût, mais détruit les conditions de son déploiement et de la vie elle-même. L'abus rend, à terme, l'usage impossible. Or c'est précisément ce que produit une économie fondée sur le principe de l'exploitation indéfinie des ressources disponibles. » p.299

« Le « gouvernement de la terre » doit, sous peine de mort de l'espèce, se détacher de la perspective de la « propriété » dont on peut abuser à sa guise, pour laisser place à une logique d'usufruit » p.300

« L'art d'être moins gouverné ne peut constituer le fil directeur d'une politique actuelle qu'à condition de ne plus se penser simplement par rapport aux abus et aux excès du pouvoir d'État (...) ; il doit se construire aussi bien contre l'excès dans l'appropriation privée de certains biens qui devraient être à tous ou des richesses qui devraient être mieux partagées, et contre l'abus dans le pouvoir économique, dans la concentration entre quelques groupes d'une faculté d'orienter la conduite des autres acteurs, y compris des gouvernants politiques par le biais du financement

des partis politiques, des think tanks, du lobbying, sur le mode du contrôle indirect et de l'extension tous azimuts d'une logique de profit. » p.300

« Nombre de luttes contemporaines que l'on a évoquées au titre d'une crise de gouvernementalité sont précisément l'expression d'une révolte des « externalisés », selon une formule de Grégoire Chamayou (« La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire » - Paris, La Fabrique, 2018- p.179) : ceux à qui l'on cherche à faire payer ou à supporter les externalités se rebiffent, refusent la privatisation, l'exploitation ou la pollution de pans entiers du paysage, des terres, des eaux jadis dévolus à tous. » (p.300-301

« L'enjeu même des ZAD aujourd'hui est bien souvent celui d'une révolte des externalisés : empêcher des projets dits de développement qui « profiteront » essentiellement aux couches les plus favorisées de la population ou à certaines compagnies privées, mais qui entraîneront la perte de sites et de biens communs à défendre pour leur valeur intrinsèque, mais aussi dans la mesure où leur existence profite à tous. » p.301-302

« l'externalité représente le coût non thématé d'un profit économique » p.302

« le souci de soi doit toujours s'articuler à une pensée de l'inclusion au monde, et à l'exigence d'un usage non abusif des choses de ce monde » p.305

## Conclusion.

« 1. Une crise de gouvernementalité comporte un moment de refus, de rejet, de contestation plus ou moins radicale d'un pouvoir et d'un mode de gouvernement. (...) la vérité du libéralisme politique a bien consisté à penser comment limiter l'excès de gouvernement politique et religieux sur les individus, tandis que la vérité du socialisme et de la critique marxiste a surtout consisté à penser l'excès du gouvernement privé sur les groupes exposés à l'exploitation économique (...) éviter que la valorisation d'un certain « art de ne pas être trop gouverné » ne tourne ni à l'appel naïf à la destruction des garanties juridiques et institutionnelles des libertés, ni à l'apologie du « moins d'État possible », ni à la subordination de la puissance publique au service du marché et des intérêts économiques dominants » p.307-310

« 2. L'art d'être moins gouverné se développe favorablement sur fond de « supports » publics garantis et assurés en dehors d'une logique de profit. (...) « Ne pas être trop gouverné », « pas ainsi », « pas par eux » est parfois une exigence individuelle qui advient par une décision ou une impulsion propres, le « ich kann nicht anders » de Luther (« je ne peux pas faire autrement »), le sentiment de l'« intolérable » dont parle Foucault, le rejet d'autorités abusives, défailtantes ou corrompues ; mais pour devenir une disposition durable, c'est une capacité qui implique le plus souvent de prendre appui sur des collectifs, des associations, des mouvements, mais aussi sur des droits garantis et sur des supports sociaux » p.310-311

« 3. Les crises de gouvernementalité réagissent à ce qui est ressenti comme des formes d'abus : (...) Aujourd'hui, la crise du dispositif de gouvernementalité néolibéral se noue largement autour d'un sentiment d'abus dans l'appropriation, par quelques-uns (groupes industriels, actionnaires, soutenus par des Etats qui ont eux-mêmes faits l'objet d'une « prédation » ou d'une appropriation abusive par des gouvernants inféodés aux intérêts économiques dominants), de ressources naturelles qui devraient revenir à tous ou de ressources matérielles qui devraient être réparties de façon beaucoup plus équitables. Cette mise en cause de l'abus se traduit par une exigence diffuse que nous thématisons comme celle d'un usufruit du monde » p.311

« 4. Foucault notait que les crises de gouvernementalité ont leur chronologie propre, irréductibles à celle des crises économiques, mais souvent liée à celle-ci. (...) On peut se demander si le discours sur la « crise » ne fait pas écran à ce qui serait plutôt un processus continu d'adaptation, qui peut utiliser le discours même de la « crise » comme un argument en faveur d'une transformation des sociétés vers davantage de flexibilité du marché de l'emploi, d'ouverture à la concurrence, de réduction des services publics et d'austérité dans les dépenses publiques (...) « la crise sans fin comme instrument de gouvernement » (Agamben) (...) là où celle-ci chez les Anciens, signifiait un tournant, un moment de décision, elle devient chez les Modernes, un état durable, voire permanent (...) une interprétation néolibérale de la crise qui a fait de celle-ci un argument stratégique permettant paradoxalement de préserver ou d'amplifier la même trajectoire (...) la dramatisation de la dette publique participe des nombreuses stratégies argumentatives permettant de constituer le décor d'une « crise » permanente des Etats, dictant une politique dont l'objectif prioritaire serait de « réduire la dette » et les déficits publics, ce qui entraîne à son tour l'« impératif » d'une réduction de la « dépense publique », des services publics,... (...) Le narratif néolibéral exclut d'autres compréhensions de la crise, et par là d'autres leviers d'action. Contester ce narratif implique aujourd'hui d'en déconstruire les termes, en particulier dans le champ économique (...) La dite « dépense publique » participe d'une mise à disposition du public de biens gratuits ou peu chers dont les citoyens, habitants, visiteurs mais aussi entreprises partagent l'usage » p.311 à 316

« En cherchant à démêler quelques fils de l'actuelle crise du dispositif de gouvernementalité, nous avons été amenés à accorder une attention particulière, et peut-être déséquilibrée par rapport à d'autres pôles de la gouvernementalité, à la dimension économique et à la matrice néolibérale d'une forme de gouvernementalité dont Foucault avait analysé les prémices et qui est devenue, entre-temps, hégémonique (...) Les tendances égalitaires de la démocratie affrontent toujours les aspirations du big business à s'émanciper de tout contrôle et à imposer des conditions de travail les plus « profitables » possibles pour les dirigeants ou les actionnaires. La conscience de ce conflit oblige à ne restreindre l'art de ne pas être trop gouverné à son rapport à l'institution politico-étatique, mais à développer une critique symétrique de la domination économique qui peut rendre les individus éminemment « gouvernables » par le biais des contraintes que l'organisation économique et le jeu des « incitations », inégalités et handicaps économiques font peser sur eux (...) Plaisirs, affections, amours, amitiés, échange de pensées, de savoirs et de savoir-faire, de création et d'émotions : c'est là le versant lumineux d'un art d'être moins gouverné qui vise non pas à isoler l'individu du monde, mais à lui permettre de déployer librement l'éventail de ses relations à autrui. Il n'y a rien à redire à cette quête, sinon qu'elle ne peut conduire à oublier qu'elle a elle-même un cadre, un lieu économique et écologique qui n'est pas seulement un décor, mais un site fragile, et traversé de colossales relations de pouvoir. (...) l'éthique, au sens plein, ne se limite pas aux rapports interhumains, au gouvernement de soi et des autres ; elle pense non seulement les mœurs, mais le site, le séjour de cet être invraisemblable qui a l'invraisemblable chance d'exister sur une Terre habitable » p.318.